

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés à l'audience des saisies immobilières du Tribunal Judiciaire de PARIS siégeant au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur.

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN UN LOT

A PARIS (75006), 1 Rue d'Assas

- ✓ **UN APPARTEMENT de 43,16 m², au 2^{ème} étage comprenant : entrée avec placards, cuisine, séjour sur rue, une chambre sur cour, salle d'eau avec wc.**

Les biens sont occupés.

Aux requête, poursuites et diligences de :

La société [redacted] anciennement dénommée Société Anonyme de droit belge [redacted] aux termes d'un procès-verbal dressé le 17 mars 2025 par Maître Andreas LAGA, Notaire à IZEGEM (Belgique) paru au Moniteur belge le 20 mars 2025

Société Anonyme dont le siège social est à [redacted] inscrite au registre des personnes morales sous le numéro d'entreprise [redacted] représentée par ses administrateurs légaux domiciliés en cette qualité audit siège.

La société [redacted] venant aux droits de la Société Anonyme de droit belge [redacted] anciennement dénommée [redacted] ayant son siège social à [redacted]

24, inscrite au Registre des Personnes Morales sous le numéro d'entreprise [redacted] en vertu d'une convention de cession de portefeuille de crédits hypothécaires (Mortgage Loans Sale Agreement), en date du 15 janvier 2018, autorisée par le Comité de direction de la Banque nationale de Belgique le 29 mars 2018, aux termes d'un avis paru dans le Moniteur belge du 30 mars 2018.

Pour laquelle domicile est élu au Cabinet de **Maître Eric SIMONNET**, membre de la SELARL SIMONNET AVOCATS, Avocat au Barreau de PARIS, Palais PARIS E 839, demeurant 106 Rue de Richelieu – 75002 PARIS, lequel est constitué sur la présente procédure et ses suites.

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU de la copie exécutoire d'un acte reçu par Maître Virginie VALENTE, Notaire associé à PARIS (75009), le 28 décembre 2017 contenant :

- Prêt consenti par la société [REDACTED] aux droits de laquelle vient la société [REDACTED] désormais dénommée [REDACTED] à la société [REDACTED] d'un montant de 290.000 € remboursable *in fine* au plus tard le 5 janvier 2025, au taux fixe de 4,30 % l'an, du 5 février 2018 au 5 janvier 2025, en 83 échéances constantes d'un montant de 1.039,16 € chacune représentant le remboursement des intérêts seuls et au terme du prêt, lors de la 84^{ème} échéance, le remboursement des intérêts et du capital,
- et garanti par :
 - ❖ l'affectation hypothécaire par [REDACTED] et Madame [REDACTED] épouse [REDACTED] immobiliers leur appartenant sis à PARIS (75006), 1 et 3 Rue d'Assas, cadastrés Section BH numéro 31, lot numéro 213,
 - ❖ le cautionnement personnel et solidaire de Monsieur [REDACTED] et Madame [REDACTED] épouse [REDACTED]

La poursuivante, sus dénommée et domiciliée, a, suivant acte de la SELARL GARNIER TOUZE-GARNIER, Commissaires de Justice à SAINT VALERY SUR SOMME (80230), fait signifier commandement valant saisie immobilière à :

1/ Monsieur [REDACTED]

Né le [REDACTED] à AIRAINES (80270)

De nationalité française

Deme [REDACTED]

2/ Madame [REDACTED]

épouse [REDACTED]

Née le [REDACTED] à AMIENS (80000)

De nationalité française

Deme [REDACTED]

[REDACTED] initialement sous le régime de la communauté réduite aux acquêts aux termes d'un contrat de mariage et actuellement soumis au régime de la communauté universelle aux termes de l'acte contenant changement de régime matrimonial reçu par Maître DEBRABANT, Notaire à LILLE, le 9 septembre 2005.

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains du Commissaire de Justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué sus-dénommé et domicilié, la somme de :

- **TROIS CENT DOUZE MILLE CENT QUARANTE TROIS EUROS ET CINQUANTE QUATRE CENTIMES (312.143,54 €)** représentant la créance de la société [REDACTED] anciennement dénommée société [REDACTED] en principal, intérêts et frais arrêtée au 21 janvier 2025 **312.143,54 €**

- les intérêts au taux contractuel de 4,30 % l'an courus depuis le 22 janvier 2025 jusqu'au jour du parfait paiement **POUR MEMOIRE**

TOTAL SAUF MEMOIRE selon décompte arrêté au 21 janvier 2025 :
..... **312.143,54 €**

(TROIS CENT DOUZE MILLE CENT QUARANTE TROIS EUROS ET CINQUANTE QUATRE CENTIMES)

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R. 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de PARIS 2 le 16 mai 2025 Volume B214P02 2025 S numéro 89.

L'assignation à comparaître aux débiteurs et au créancier inscrit a été délivrée pour l'audience d'orientation du **JEUDI 2 OCTOBRE 2025 à 9 heures 30.**

DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière et sus-énoncé.

Dans un ensemble immobilier situé à **PARIS (75006), 1 et 3 Rue d'Assas.**

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
BH	31	1 Rue d'Assas	00ha 27a 36ca

Désignation des biens :

➤ LOT NUMERO 213 :

Dans le logement "A", au deuxième étage, escalier A

- un LOGEMENT comprenant : entrée, couloir de dégagement, cuisine, salle d'eau avec wc, séjour, chambre.

Et les 7.781/1.044.300èmes de la propriété du sol et des parties communes générales.

Tels que les BIENS existent, se poursuivent et comportent avec tous immeubles par destination pouvant en dépendre, sans aucune exception ni réserve.

La description des biens a été reprise dans l'acte de prêt notarié du 28 décembre 2017 sous réserve de leurs modifications ultérieures.

Lesdits biens ont fait l'objet :

1. d'un procès-verbal descriptif dressé par Maître Charles PONCET, Commissaire de Justice à PARIS, en date du 2 juin 2025, joint en annexe.

Il résulte dudit procès-verbal que les biens objet de la procédure de saisie immobilière sont occupés.

2. d'un dossier de diagnostics techniques établis par la société ARIANE ENVIRONNEMENT le 2 juin 2025, joint en annexe, lequel comprend :

- le certificat de superficie : **43,16 m²**,
- le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante,
- le constat de risque d'exposition au plomb,
- le rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment,
- le diagnostic de performance énergétique,
- l'état de l'installation intérieure d'électricité,
- l'état des risques et pollutions.

3. d'une demande de renseignements d'urbanisme par le Cabinet PAILLARD, Géomètre-Expert, lesquels seront annexés ultérieurement au présent cahier des conditions de vente par voie de dire.

Les biens ci-dessus décrits sont imposés au rôle de la contribution foncière ainsi qu'il appert d'un extrait des rôles ci-dessous littéralement rapporté :

Année de référence : 2024		Département : 75 0		Commune : 106 PARIS 06		TRES : 008		Numéro communal : L01796																					
Titulaire(s) de droit(s)																													
Droit réel : Propriétaire																													
Numéro propriétaire : MDGHT N(e) le A 80 AIRAINES																													
Nom : Prénom :																													
Adresse 80270 AIRAINES																													
Propriété(s) bâtie(s)																													
Évaluation du local																													
An	Sec	N° Plan	C	N° Part	Bat	Ent	Niv	N° porte	N° fiscal du local	S	M	AF	Nat loc	Cat	RC Com imposable	Col	Nat Exo	AN	AN	Fraction RC Exo	%EXO	TX	Coef	RC TEOM					
BH		31		1		A	01	02	02001	751060179637	1062	C	H	A	5	3894						P		3 894					
RUE D'ASSAS 1061010000213.778:1064300										Total revenu exonéré pour la part communale										Total revenu imposé pour la part communale									
3 894 euro(s)										0 euro(s)										3 894 euro(s)									

Propriété(s) non bâtie(s)																																										
Évaluation																																										
Livres foncier																																										
An	Sec	N° Plan	N° Voire	Code Rvcl	N° Parc	Ent	S	Tar	GEI	SSG	CL	Nat	Ent	Col	Nat	Exo	AN	AN	Fraction RC Exo	%EXO	TC	Livres foncier																				
Contenance totale										Total de la part communale										Total de la part additionnelle										Majoration des terrains constructibles												
H A CA										Revenu imposable										Revenu exonéré										Revenu imposé										Revenu imposé		
0										0										0										0										0		

OBSERVATIONS

L'ensemble immobilier sus-désigné a fait l'objet d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître CONSTANTIN, Notaire à PARIS, le 6 mars 1953 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 13 avril 1953 Volume 2102 numéro 10.

L'état descriptif de division – règlement de copropriété a été modifié :

- aux termes d'un acte reçu par Maître CONSTANTIN, Notaire à PARIS, le 2 juin 1953 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 25 juin 1953 Volume 2150 numéro 25,

- aux termes d'un acte reçu par Maître CONSTANTIN, Notaire à PARIS, le 12 mars 1954 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 7 avril 1954 Volume 2319 numéro 3,

- aux termes d'un acte reçu par Maître MOREL D'ARLEUX, Notaire à PARIS, le 17 mai 1966 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 21 mai 1966 Volume 6182 numéro 5,

- aux termes d'un acte reçu par Maître BARATTE, Notaire à PARIS, le 3 novembre 1966 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 15 novembre 1966 Volume 6405 numéro 8,

- aux termes d'un acte reçu par Maître BERCY, Notaire à PARIS, le 6 février 1968 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 11 juin 1968 Volume 7251 numéro 2,

- aux termes d'un acte reçu par Maître BOURDEL, Notaire à PARIS, le 4 juin 1969 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 16 octobre 1969 Volume 8148 numéro 1,

- aux termes d'un acte reçu par Maître DUFOUR, Notaire à PARIS, le 5 mars 1971 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 30 mars 1971 Volume 77 numéro 9,

- aux termes d'un acte reçu par Maître BLANC, Notaire à PARIS, le 13 décembre 1973 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 20 février 1974 Volume 1402 numéro 12,

- aux termes d'un acte reçu par Maître ROGENT, Notaire à PARIS, le 12 mars 1991 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 2 mai 1991 Volume 1991 P numéro 2533,

- aux termes d'un acte reçu par Maître OURY, Notaire à PARIS, le 13 décembre 2001 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 17 janvier 2002 Volume 2002 P numéro 273, repris pour ordre le 13 décembre 2001 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 18 juillet 2002 Volume 2002 D numéro 6450,

- aux termes d'un acte reçu par Maître CHIROUZE, Notaire à PARIS, le 9 juillet 2004 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 3 septembre 2004 Volume 2004 P numéro 5414,

- aux termes d'un acte reçu par Maître LENDAIS, Notaire à VILLENEUVE SUR YONNE, le 2 septembre 2008 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 24 décembre 2008 Volume 2008 P numéro 7159, repris pour ordre le 2 septembre 2008 publié le 19 janvier 2009 Volume 2009 D numéro 383,

Un acte complémentaire a été établi par Maître LENDAIS, Notaire susvisé, le 24 novembre 2008 publié le 24 décembre 2008 Volume 2008 P numéro 7160.

Une attestation rectificative a été établie par Maître LENDAIS, Notaire, le 13 janvier 2009 publié le 19 janvier 2009 Volume 2009 P numéro 276.

- aux termes d'un acte reçu par Maître BLANCHET, Notaire à PARIS, le 10 mai 2011 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 4 juillet 2011 Volume 2011 P numéro 3992,

- aux termes d'un acte reçu par Maître FOISELLE, Notaire à PARIS, le 25 novembre 2013 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 20 décembre 2013 Volume 2013 P numéro 5898,

- aux termes d'un acte reçu par Maître D'OCAGNE, Notaire à PARIS, le 19 décembre 2013 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 21 février 2014 Volume 2014 P numéro 1021,

- aux termes d'un acte reçu par Maître LE GONIDEC DE KERHALIV, Notaire à PARIS, le 22 janvier 2015 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 11 février 2015 Volume 2015 P numéro 764,

- aux termes d'un acte reçu par Maître DELAHOUSSE, Notaire à PARIS, le 28 juin 2023 publié au service de la publicité foncière de PARIS 2^{ème} le 6 juillet 2023 Volume 2023 P numéro 20779.

Ledit état descriptif de division - règlement de copropriété et ses modificatifs seront annexés ultérieurement par voie de dire au présent cahier des conditions de vente.

La Loi n°65-557 du 10 juillet 1965 (article 48) a abrogé le chapitre 2 de la loi du 28 juin 1938 intitulé "Dispositions régissant les copropriétaires d'immeubles".

Elle constitue aujourd'hui la Charte de la copropriété et doit s'appliquer immédiatement.

Aux termes de l'article 43 de ladite Loi, toutes les clauses du règlement de copropriété contraires aux dispositions des articles 6 à 17, 19 à 37 et 42, sont réputées non écrites.

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits présentement mis en vente appartiennent à Monsieur [REDACTED] et Madame [REDACTED] pour les avoir acquis :

- de Monsieur [REDACTED] né le [REDACTED] à LA MADELEINE (59), de nationalité française et de Madame [REDACTED] épouse [REDACTED] née le [REDACTED] à LILLE (59), de nationalité française, demeurant ense [REDACTED] PARIS,
- suivant acte reçu par Maître Michel MORIN, Notaire associé à PARIS 16^{ème}, le 13 mai 1986 publié le 13 juin 1986 Volume B214P02 1986 P numéro 3218.

ferrari
publicité

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

SUR SAISIE IMMOBILIÈRE

Annexe à l'article 12 au Règlement intérieur national de la profession d'avocat
Créée par DCN n°2008-002, AG du Conseil national du 12-12-2008, Publiée par Décision du 24-04-2009 - JO 12 mai 2009,
Modifiée lors de l'assemblée générale du Conseil national des barreaux des 14 et 15 septembre 2012,
Modifiée par DCN n°2018-002, AG du Conseil national des barreaux du 17-11-2018, Publiée par
Décision du 13-02-2019 - JO 7 mars 2019.

CHAPITRE IER - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{ER} - CADRE JURIDIQUE

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

ARTICLE 2 - MODALITES DE LA VENTE

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

ARTICLE 3 - ETAT DE L'IMMEUBLE

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

ARTICLE 4 - BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont opposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

ARTICLE 5 - PREEMPTION ET DROITS ASSIMILES

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

ARTICLE 6 - ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

ARTICLE 7 - SERVITUDES

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II - ENCHERES

ARTICLE 8 - RECEPTION DES ENCHERES

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

ARTICLE 9 - GARANTIE A FOURNIR PAR L'ACQUEREUR

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3.000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

ARTICLE 10 - SURENCHERE

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

ARTICLE 11 - REITERATION DES ENCHERES

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III - VENTE

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DE PROPRIETE

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

ARTICLE 13 - DESIGNATION DU SEQUESTRE

Les fonds à provenir de la vente décidée par le juge de l'exécution seront séquestrés entre les mains du bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

ARTICLE 14 - VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

ARTICLE 15 - VENTE FORCEE

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du code civil.

ARTICLE 16 - PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

ARTICLE 17 - DROITS DE MUTATION

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

ARTICLE 18 - OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

ARTICLE 19 - DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

ARTICLE 20 - ENTREE EN JOUISSANCE

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

ARTICLE 21 - CONTRIBUTIONS ET CHARGES

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

ARTICLE 22 - TITRES DE PROPRIETE

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

ARTICLE 23 - PURGE DES INSCRIPTIONS

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.

ARTICLE 24 - PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE PREMIER RANG

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

ARTICLE 25 - DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir. »

ARTICLE 26 - ELECTION DE DOMICILE

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V - CLAUSES SPECIFIQUES

ARTICLE 27 - IMMEUBLES EN COPROPRIETE

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

ARTICLE 28 - IMMEUBLES EN LOTISSEMENT

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

ARTICLE 29 – MISE A PRIX

Outre les charges, clauses et conditions ci-dessus les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant, soit :

190.000 €
(CENT QUATRE VINGT DIX MILLE EUROS)

Fait à PARIS,

Le

Maître Eric SIMONNET

Membre de la SELARL SIMONNET AVOCATS

Avocat au Barreau de PARIS